Quel est l'impact de la construction européenne sur l'action publique ?

1. Les caractéristiques de l'Union européenne

1.1 Un ordre politique supranational

> Il y a eu 3 volets conjoints à l'intégration historiquement: un volet économique d'abord (avec le traité de Rome), un volet politique ensuite qui se renforce progressivement, avec la mise en place du conseil européen dans les années 1970, un volet judiciaire enfin, avec la cour européenne de justice.

> L'UE est alors une sorte d'ovni politique, fruit de cette histoire particulière : c'est un ordre politique supranational. Ce n'est ni une fédération, ni une confédération d'États, ni une organisation internationale. Sans constitution, elle ne dispose pas de souveraineté. Pourtant, elle a bien un drapeau, un hymne, et pour certains Etats membres, une monnaie unique.

> Le traité de Lisbonne de 2007 clarifie les relations politiques européennes et précise les échelons de gouvernance et l'architecture institutionnelle. Le TFUE donne à l'union une personnalité juridique, après l'échec du traité établissant une constitution européenne et complète de TUE établit en 1992 lors du traité de Maastricht.

1.2 Le « triangle institutionnel » européen

> On peut identifier des institutions d'impulsion, des institutions d'exécution et des institutions de codécision à l'intérieur de l'Europe, ce qui crée un «triangle institutionnel » original.

>Le conseil européen détermine les grandes orientations de l'UE et donne l'impulsion politique. Il rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement.

>La commission européenne est le moteur de l'UE. Ses rôles sont multiples : exécuter les décisions prises, contrôler et sanctionner si besoin, proposer des textes européens. Elle comprend 27 commissaires nommés par les gouvernements, et approuvés par le parlement.

>Le parlement européen représente les peuples, les députés étant élus au suffrage universel direct. Le parlement vote à la majorité simple les textes présentés par la commission, sur un pied d'égalité avec le conseil de l'UE. Le parlement a un pouvoir de veto sur la commission. Le président de la commission doit être choisi parmi la majorité politique du parlement.

>enfin le conseil de l'UE, rassemblant les ministres des Etats Membres, codécide avec le parlement, à la majorité qualifiée en général. Il a notamment des compétences sur le budget de l'UE.

> Les institutions européennes peuvent adopter, aux termes de l'article 288 du TFUE, des règlements (obligatoires et directives pour tous), des directives (résultat à atteindre obligatoires, chaque Etat choisissant les moyens), des décisions (obligatoires pour les Etats ciblés) ou encore des recommandations ou avis (indicatifs).

2. Les effets de la construction européenne sur la conduite de l'action publique

2.1 L'application du principe de subsidiarité : quels effets ?

> Le rôle de l'UE et son influence sur la conduite de l'action publique sont indéniables : l'action publique nationale est d'abord contrainte par la réglementation européenne, notamment en matière économique (PSC), l'UE dispose de pouvoirs décisions, en respect du principe de subsidiarité, qui précise les limites de compétence en fonction d'un critère d'efficacité.

> Il existe donc des compétences exclusives de l'UE, des compétences partagées, et des compétences de coordination.

>On peut illustrer tout ceci par les décisions de politiques climatiques (marché des quotas d'émission), la directive REACH ou encore la mise en place des programmes Erasmus.

2.2 Le développement d'une gouvernance multi niveau : quels effets ?

> L'UE a décidé de mettre en place une gouvernance multi niveau en développant la coopération et la concertation : cela vise à éviter une prise de décision pyramidale et à impliquer plus les citoyens.

> Il existe donc désormais 2 organismes consultatifs, associées partiellement à la prise de décision de l'UE : le comité des régions et le comité économique et social européen.

>Ainsi désormais, les fonds fédérés sont distribués en concertation : les régions sont associées à la définition et à l'exécution des projets, en lien avec les Etats.

Avec la gouvernance multi niveau et le principe de subsidiarité, on peut donc parler d'une véritable européanisation des relations politiques.

Notion du programme : action publique, principe de subsidiarité, gouvernance multi-niveaux